



## COMPTE-RENDU DU BUREAU

MERCREDI 15 FEVRIER 2023

*En visioconférence*

B.O n° 2571

### Présents :

Président	Gilles SEZIONALE
Trésorier	Bernard DALMON
Trésorier adjoint	Patrick PEREZ
Secrétaire Générale	Dominique CUPILLARD
Secrétaire général adjoint	Philippe BRIOUT
Vice-président(e)s	Lazreg BENELHADJ Bénédicte COMPOIS Christiane GUERIN Dominique LAGIER Jean-Luc MANAUDOU Joël PINEAU
Chargés de mission	Denis CADON Benjamin MERCIER Stéphane METZGER

### Assistent :

Directeur Général	Laurent CIUBINI
Directeur Technique National	Julien ISSOULIE
DTN Adjointe	Agnès BERTHET
Responsable Financière par intérim	Ingrid D'HOSTINGUES
Collaboratrice Président, responsable MG	Valérie GICQUEL
Responsable de la coordination des instances	Magali TAPRET

Dominique Cupillard procède à l'appel nominal.

### 1. Validation des procès-verbaux des cercles de compétence

- ***Cercle de compétence Eau Libre du 6 décembre 2022 (en annexe)***

Ce procès-verbal est validé par le Bureau.

- ***Cercles de compétence Maîtres du 16 janvier 2023 (en annexe)***

Ce procès-verbal est validé par le Bureau.

- ***Cercle de compétence Natation Artistique du 19 janvier 2023 (en annexe)***

Ce procès-verbal est validé par le Bureau.

- ***Cercle de compétence Animation territoriale et pleine nature du 1<sup>er</sup> février 2023 (en annexe)***

Ce procès-verbal est validé par le Bureau.

- ***Cercle de compétence Licences & Affiliations du 1<sup>er</sup> février 2023 (en annexe)***

Ce procès-verbal est validé par le Bureau.

Le Bureau n'appelle pas de validation particulière du Codir sur ces PV.

## **2. Point sur les lieux d'organisation 2023**

---

- ✓ Suite au retrait de Bordeaux pour l'organisation des CF Maîtres de Plongeon, ces Championnats seront couplés aux CF Eté de Plongeon à Strasbourg, avancés **du 9 au 11 juin 2023**. Le Bureau valide cette organisation.
- ✓ Le Bureau valide l'organisation des Championnats de France Interclubs des Maîtres à Boulogne Billancourt du 1er au 2 avril 2023.
- ✓ CF Hiver des Maîtres Hiver N1 et N2 : candidature du Puy en Velay, dans l'attente de l'accord de la municipalité, avec les dates repoussées du 20 au 23 avril 2023.
- ✓ CF Open d'Eté du 18 au 23 juillet 2023 : candidature de Poitiers. Le Bureau valide cette organisation, sous réserve de l'accord du Président de la Ligue Nouvelle Aquitaine.
- ✓ Le Bureau valide la désignation de Christophe Frappé en qualité de représentant de la COF lors des CF Juniors à Chartres et de des CF Elite à Rennes.

## **3. Validation du Classement National des Clubs de Natation Artistique 2021-2022 (en annexe)**

---

Dominique Cupillard explique que suite au développement du logiciel XO, la Fédération a tenté de faire une remontée et un classement automatiques de tous les clubs, mais certaines régions cumulant des régionaux et des interrégionaux sans créer de compétitions, le classement n'était pas fidèle à la réalité de la performance. Aussi, en concertation avec la DTN et le CC Natation Artistique, il est proposé de mettre en place des points maximums par niveau.

Le CNC 2021-2022 valorise la performance des clubs selon leur participation à différents niveaux de compétition :

- ✓ Les clubs, dont le niveau de participation le plus élevé est régional ou interrégional, peuvent obtenir 15 000 points au maximum.
- ✓ Les clubs, dont le niveau de participation le plus élevé est la nationale 1, peuvent obtenir entre 15 000 et 20 000 points au maximum.
- ✓ Les clubs, dont le niveau de participation le plus élevé est Elite, peuvent obtenir plus de 20 000 points.

S'ajoute à ces points les bonus des sélections en Equipe de France,

- ✓ 800 points pour un nageur ou une nageuse en Equipe de France Jeune.
- ✓ 1600 points pour un nageur ou une nageuse en Equipe de France Junior.
- ✓ 2400 points pour un nageur ou une nageuse en Equipe de France Senior.

Denis Cadon : ce nouveau dispositif change-t-il fondamentalement l'ordre de classement établi sur la base du règlement publié l'année dernière ? Ne peut-il pas y avoir de risque de contestation ?

Dominique Cupillard : certains clubs, qui par exemple avaient fait beaucoup de synchronat se retrouvaient mieux classés que des clubs qui détenaient un très haut niveau de performance en N1 ou Elite, ce qui ne reflétait pas du tout le niveau de performance. Ce nouveau dispositif ne devrait pas poser problème.

Le Bureau valide le classement national des clubs de Natation Artistique 2021-2022.

Ce document sera adressé pour validation au CODIR via consultation électronique.

#### 4. Validation du budget 2023 (en annexe)

---

Laurent Ciubini : suite aux différentes présentations en Bureau, Codir et lors de la réunion du 25 janvier dernier, nous avons abouti à une maquette budgétaire, adressé par courriel à l'ensemble du Codir.

Stéphane Metzger remarque que le budget du Rayonnement présenté comme excédentaire à hauteur de 709K€ ne fait pas apparaître les ressources humaines de cette Direction, au nombre de 13. Si l'on associe ces 13 personnes, le budget est déficitaire, alors que ce secteur doit dégager un produit pour la Fédération. D'autre part, est-il prudent de rester sur une masse salariale à 4,2M€ au regard des perspectives 2024/2025 plutôt négatives ? Ne serait-il pas judicieux d'anticiper en réduisant dans le temps la masse salariale ?

En ce qui concerne la Direction du Rayonnement, Laurent Ciubini répond qu'elle regroupe bien 13 personnes, stagiaires et alternants inclus, mais que seules deux personnes sont dédiées à la recherche de partenariats. A titre d'exemple les deux journalistes qui produisent sur l'ensemble de nos contenus ont un intérêt en termes de retour sur investissement pour la valorisation de nos partenaires, mais ne peuvent être considérés comme bénéficiaires. On ne peut pas additionner les différentes compétences au sein de la même direction. Le budget présenté est raisonnable face à nos engagements. S'il y avait une volonté de réduction de la masse salariale au regard des contraintes budgétaires, une adaptation pourra être faite au fur et à mesure. Pour l'instant cette perspective n'a pas été évoquée et l'objectif actuel est d'affecter à chaque budget la masse salariale, ce qui n'est pas chose aisée en raison des nombreux sujets transversaux. Nous sommes actuellement à un pic de masse salariale – et à un pic d'activité ; l'idée serait de tendre vers une diminution dans le futur en fonction des opportunités, notamment après 2024.

Bénédicte Compois : comment associer les CC et les responsabiliser par rapport à l'exécution de leurs champs d'intervention, notamment sur les organisations, et comment anticiper le travail sur le budget 2024 ? L'enclenchement de ce cercle vertueux permettrait au CODIR d'avoir une vision plus affinée et régulière du suivi budgétaire et une validation plus rapide.

Laurent Ciubini confirme qu'au fil de l'eau, en réunion de Bureau ou de Codir, un point sera effectué sur les problématiques budgétaires et notamment sur d'éventuels dérapages. Un nouveau processus budgétaire est actuellement à l'étude afin que le Codir soit davantage associé au processus budgétaire, dont la connaissance des propositions des différents services. Sur les organisations, chaque CC de discipline aura connaissance et pourra suivre les budgets de leurs compétitions.

Dans un souci de mise en œuvre rapide du budget dans les différents services fédéraux, il est proposé de valider ce budget puis de porter sa validation au Codir via consultation électronique.

**Le Bureau valide le budget 2023 et son envoi pour validation au CODIR via consultation électronique.**

Denis Cadon : quid sur la manière de présenter et de structurer le système ?

Laurent Ciubini : sur le suivi budgétaire, il y a aujourd'hui trop de décalage entre le moment de la dépense et son impact financier. Sur la prospective à venir, il y a un travail à faire en cours d'année en amont du processus budgétaire. Concernant la communication autour de ce projet, une cellule de travail va être mise en place au sein du bureau afin que le budget soit expliqué en toute lisibilité aux clubs, départements et ligues. Les outils de ce suivi n'existent pas encore.

Bernard Dalmon ajoute que la fédération sera plus rigoureuse sur le suivi budgétaire car on constate encore que certaines factures arrivent très tardivement et sans BDC préalables.

Philippe Briout demande s'il existe une procédure d'engagement des dépenses.

Laurent Ciubini confirme que toute commande doit obligatoirement faire l'objet d'un engagement préalable. La problématique réside dans le suivi de réception des factures et celles qui arrivent à la marge sans BDC.

## 5. Fonds de péréquation Plongeon

---

Laurent Ciubini rappelle que le fonds de péréquation pour le plongeon a été voté par le Codir, l'idée étant de répartir les charges, suite au constat de l'investissement hétérogène des ligues en faveur de cette discipline, alors même que toutes bénéficient de la même part régionale.

La Fédération a adressé une enquête à toutes les ligues afin de compiler tous les indicateurs autour des organisations plongeon sur le périmètre national, régional et interrégional, en termes d'implications financières pour cette discipline. A la date butoir pour la restitution de ces éléments, seules 3 ligues étaient revenues vers la Fédération, en précisant qu'aucune dépense n'avait été faite en faveur du plongeon.

Suite à cela, il a été décidé, sur ce fonds de dotation budgété à 70K€ (augmentation budgétaire sur l'aspect perf et organisation), de notifier chacune des ligues de leur contribution, facturées au prorata de leurs licences. Suite à la réception de ces factures, 4 ligues (PACA, Grand Est, IDF et AURA) ont fait un retour sur les dépenses qu'elles ont effectuées en faveur de la discipline et d'autres nous ont fait part de leur mécontentement. A noter qu'il a été demandé aux ligues de remonter leurs aides aux organisations régionales et nationales et non l'aide apportée aux clubs et aux sportifs. Aussi, en fonction des chiffres dont nous avons eu connaissance, une péréquation a été effectuée.

La question aujourd'hui est : reste-t-on sur la V1 à savoir la version n'incluant pas les dépenses des 4 ligues qui ont été reportées après la deadline donnée ou partons-nous sur la V2, avec l'intégration des dépenses de ces 4 ligues ? Auquel cas y inclue-t-on l'aide aux clubs ou aux sportifs ?

Stéphane Metzger précise que lorsque sa ligue organise des Championnats de France de plongeon, elle donne directement des fonds à l'organisateur local, sans passer par la Fédération, ce qui permet de ne pas payer la location de l'équipement. Cette somme ne peut pas apparaître dans le bilan et ne peut donc être valorisée.

Laurent Ciubini : s'il y a intégration des montants pris par les ligues il faut que cela soit transparent. La gratuité des établissements doit être la règle même si elle n'est pas intégrée dans ce type de calcul. L'idée est de trouver une règle équitable pour tous. Tout reste encore à construire.

Lazreg Benelhadj : la ligue IDF n'est pas prête à payer 14 000 € alors qu'elle investit déjà énormément pour la mise en place de nombreuses actions sur son territoire, dont la moitié du salaire d'une chargée de développement dédiée à l'activité plongeon.

Laurent Ciubini : dans la V1, les 14 000 € de péréquation sont le ratio par rapport aux 70 000€, au prorata du nombre de licences.

Jean-Luc Manaudou rejoint les propos de Stéphane et de Lazreg. En AURA par exemple, le club de Bourg en Bresse est autonome sur l'organisation des Championnats de Plongeon. Comme pour le Grand-Est, il n'y a pas de valorisation du bassin. Il prône le fait de compter sur les relations du club pour obtenir la gratuité des bassins. Les montants communiqués par sa ligue tiennent compte de l'aide apportée par la ligue AURA mais ne reflètent pas la réalité des comptes. Pour aller plus loin dans le débat, si l'on ne met pas dans la péréquation le soutien aux clubs pour ses stages et le soutien aux athlètes, nous pourrions ne plus avoir de dépenses indentifiables sur le plongeon.

Laurent Ciubini confirme qu'il faut trouver des règles claires et transparentes.

Joël Pineau : s'il est impossible en Ligue Pays de la Loire d'organiser des compétitions de plongeon faute d'équipements, de nombreuses autres organisations sont mises en place dans d'autres disciplines, notamment en Natation Artistique. Aussi, attention à ne pas trop facturer les ligues qui s'investissent car cela peut être au détriment d'autres organisations.

Gilles Sézionale : tout ce qui est dit est pertinent. Effectivement, les ligues qui n'ont pas de plongeon organisent et octroient des financements pour des épreuves dans d'autres disciplines. La triste réalité est de savoir comment financer le plongeon en tenant compte de toutes ces remarques alors même que l'ANS aide très peu cette discipline.

Philippe Briout estime la méthode trop complexe et touche à la politique de fonctionnement propre à chaque ligue. Il serait plus enclin à un fonds de péréquation basé sur le nombre de licences.

Jean-Luc Manaudou estime qu'il serait plus utile d'avoir des objectifs année par année. Qu'attend-t-on de ce financement ? A titre d'exemple, sur le mode de fonctionnement, lors des derniers Championnats de France, les juges d'AURA auraient pu officier au lieu de faire appel à des officiels de la France entière, ce qui aurait évité des frais inutiles. Nous pouvons déjà peut-être optimiser et mieux maîtriser les dépenses.

Laurent Ciubini : c'est pourquoi l'idée est de mettre les CC dans la boucle des problématiques organisationnelles et budgétaires afin d'améliorer les choses.

Jean-Luc Manaudou souhaite par ailleurs un retour très précis de l'utilisation des fonds engagés sur ce fonds de péréquation.

Denis Cadon ne comprend pas la philosophie de ce débat et préfère donc s'abstenir. Que le plongeur soit déficitaire est-ce un problème s'il y a un rééquilibrage par ailleurs ?

Laurent Ciubini rappelle qu'au regard de l'augmentation des budgets performance et organisations, l'idée était soit de diminuer les dépenses soit de trouver des subsides pour y répondre, notamment via ce fonds de péréquation de 70000€. En complément, il est noté qu'il y a très peu de recettes liées à l'activité plongeur et que l'échelon territorial n'existe quasiment pas.

Stéphane Metzger : ne pas valider la V2 sous-entend ne pas prendre en compte le travail fait par les ligues en faveur du plongeur, ce qui n'est pas de nature à les encourager à poursuivre dans cette voie.

Laurent Ciubini : il faut prendre en compte que si l'on valide la V2, les 14 ligues qui ont répondu dans les temps vont voir leur fonds de péréquation augmenter.

Philippe Briout se dit favorable au principe du fonds de péréquation mais estime que ce projet n'est pas mûr en l'état et qu'il convient de reporter la décision.

Suite à ce débat, il est décidé que la V2 sera affinée et présentée lors du prochain bureau du 1<sup>er</sup> mars.

## **6. Point à date sur les licences**

---

- ✓ 308 898 licences au 14 février (+ 22 505 par rapport à N-1) (+ 8 %)
- ✓ Quelques ligues sont encore en retard, dont Grand-Est et Centre Val de Loire
- ✓ 400 000 € manquants pour arriver à l'objectif de mi-avril et 1M€ de mi-avril à l'objectif du 31 août.

Les objectifs ne sont pas inatteignables mais il reste encore du travail. Un courrier aux clubs identifiés par les ligues qui ne jouent pas le jeu du 100% licences sera adressé prochainement.

## **7. Diffusion papier de « Natation Magazine »**

---

Laurent Ciubini informe que suite au toilettage du listing de diffusion de « Natation Magazine », il est proposé à compter de mars 2023 de ne plus adresser aux clubs adhérents qu'un seul exemplaire papier, auquel sera adjoint un exemplaire numérique, charge à eux de le diffuser à leurs licenciés. Une décision jugée plus économique et écologique. La forme de la diffusion numérique restant à débattre.

Patrick Perez évoque la problématique de la diffusion numérique sans restriction et du coût que cela peut engendrer. Jusqu'à présent il avait été convenu que l'on développe l'abonnement numérique.

Jean-Luc Manaudou : A combien s'élève le produit financier des abonnements pour la Fédération ? Si la diffusion numérique ne représente pas une ressource financière importante, une large diffusion numérique et gratuite pourrait constituer un vecteur bénéfique en termes d'image pour la Fédération et un retour

financier en termes de prise de licence. On peut également considérer que l'augmentation du tarif de la licence est contrebalancée par cette offre.

Laurent Ciubini informe que les abonnements dans leur totalité (papier + numériques) représentent 90K€, dont une part très faible pour la partie numérique.

Patrick Perez propose donc de valider aujourd'hui l'envoi d'un exemplaire papier au lieu de deux et de revenir vers le Bureau avec des chiffres affinés pour la partie numérique.

Gilles Sézional estime judicieux d'étudier un apport supplémentaire à destination des licenciés. L'augmentation du prix de la licence peut effectivement être contrebalancée par l'envoi numérique du magazine qui peut également être valorisé auprès de partenaires au regard du nombre de personnes ciblées.

Lazreg Benelhadj ajoute que cette offre pourrait être un atout pour capter certains adhérents qui s'interrogent sur les avantages de se licencier.

Laurent Ciubini : il est plus intéressant de communiquer à tous les licenciés qu'aux seuls abonnés. Embaucher une régie publicitaire pour avancer sur le sujet pourrait nous rapporter bien plus que la perte occasionnée par cet envoi gratuit. C'est un pari à tenter à moyen terme.

Une discussion s'engage ensuite sur la prise directe de la licence par les adhérents.

Gilles Sezionale : une réflexion doit être menée sur la prise directe de la licence afin de palier le refus de certains clubs de licencier tous leurs adhérents. Encore beaucoup d'adhérents pensent être licenciés alors qu'ils ne le sont pas.

Laurent Ciubini confirme que cette réflexion est en cours au sein du CC Licences et Affiliations, actée comme piste de travail majeure dans le cadre de la transition numérique. Une proposition sera présentée lors de l'AG de juin

Jean-Luc Manaudou : attention, il faut tenir compte des réactions de certains clubs qui penseront être spoliés en n'ayant plus de maîtrise sur leur trésorerie. Il s'agit d'un message politique à faire passer. Il faut être certain qu'il y ait une réelle valeur ajoutée et sommes-nous certains qu'en donnant la main aux adhérents, cela augmentera le nombre de nos licences et non pas l'inverse ?

Bernard Dalmon répond qu'il ne s'agit pas de spolier le club. La première demande de prise ou de renouvellement de licence passe par la fédération qui à la suite est directement en contact avec le club.

Laurent Ciubini : nous avons effectivement en permanence entre 10 000 et 30 000 licences dans le panier. Si les aspects positifs sont nombreux pour la Fédération, l'aspect trésorerie important pour les clubs peut nous revenir en boomerang. Les fédérations ayant mis en place cette procédure ont amélioré leur taux de licenciation.

Gilles Sezionale : si l'on prend l'exemple des Fédérations telles que l'équitation ou le ski, la question ne se pose pas car la licence est prise obligatoirement pour une question d'assurance.

Stéphane Metzger : quid de la mise en œuvre technique de ce dispositif pour le JAN qui est une opération gratuite ?

Laurent Ciubini répond que si la licence est gratuite, la facture est adressée au club qui perçoit les subventions.

Lazreg Benelhadj informe que les clubs qui ne font pas le 100 % licences prennent en parallèle une assurance liée à la pratique sportive.

## 8. Questions diverses

---

- ✓ Jean-Luc Manaudou revient sur la grève nationale du 7 mars 2023 qui risque de freiner le déplacement de certains membres du Codir le 8 mars pour la visite du CAO.  
Laurent Ciubini rappelle que ceux qui ne pourront pas venir ont la possibilité de se positionner sur une autre visite. Quant à la réunion du Codir l'après-midi, il pourra être suivi en visio.
- ✓ Bénédicte Compois informe que les Championnats du monde en eau glacée de Samoens ont été inscrits au Guinness Book des records comme étant l'événement en eau glacée avec le plus grand nombre de participants. Des certificats ont été attribués à l'IISA, à la ville de Samoens et à la FFN.
- ✓ Julien Issoulié informe qu'une réunion sur le PSF se tiendra le 16 février ; elle abordera la priorisation des actions comment pourrait être par exemple les ETR. L'objectif étant de faciliter la mise en place et le travail au sein de l'ETR
- ✓ Jean-Luc Manaudou demande si un deuxième séminaire des ETR est prévu. Que faisons-nous au niveau des départements car une politique au service des ligues est nécessaire. Quid de la normalisation des meetings avec des handisports au milieu ?  
Denis Cadon confirme que l'idée est de tenir une réunion annuelle des ETR en présentiel. Cette question sera à nouveau abordée lors de la prochaine réunion du Cercle des territoires NC où le projet « mon département en action » sera évoqué. Chacun doit effectivement s'adapter à son territoire, être inventif sans oublier de contribuer à l'accession et au haut niveau. Concernant les nageurs en situation de handicap ils ont toujours été accueillis, en particulier dans l'Allier ; il faut certes faire de l'animation mais sans oublier la compétition. Les messages doivent passer en ce sens et être appuyés.  
Gilles Sezionale : afin de répondre à l'inquiétude que l'on peut avoir par rapport aux ETR et aux programmes, la DTN doit rédiger une feuille de route à destination des départements, sur la bonne conduite à tenir notamment pour les plus jeunes.
- ✓ Denis Cadon adressera prochainement un mémo sur la place du High Diving au sein de la Fédération et l'intérêt ou pas de cette discipline. Le CC plongeon estime que cette discipline peut être un des leviers de développement du Plongeon.
- ✓ Une réunion sur les officiels pour Paris 2024 se tiendra ce jour avec les référents des disciplines.

## 9. Calendrier institutionnel

---

- ✓ **Mercredi 1er mars** : Bureau en visioconférence à 14h
- ✓ **Mercredi 8 mars** : Codir en présentiel au siège fédéral

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 16h00.

**La Secrétaire Générale**  
**Dominique CUPILLARD**

**Le Président**  
**Gilles SEZIONALE**